Marianne

Suivre Afficher le profil

Poutine réclame une église orthodoxe à Jérusalem... et crée une crise en Israël

Julien Lacorie - Il y a 14 h

Réagir | 279

En début d'année, un tribunal israélien a bloqué le transfert de propriété de l'église Alexandre Nevski de Jérusalem réclamé à cor et à cri depuis des années par Vladimir Poutine. Le président russe et les dignitaires de l'église russe orthodoxe de Moscou sont d'autant plus amers que tout semblait réglé.À LIRE AUSSI : Israël : le Premier ministre Naftali Bennett menacé par un retour de "Bibi" NetanyahouQuand il était encore Premier ministre, c'est-à-dire jusqu'en juin 2021, Benyamin Netanyahou, avait cédé aux exigences russes. L'an dernier, les services du cadastre du ministère de la Justice israélien avaient statué que le contrôle de l'imposant bâtiment devait être retiré aux « Russes blancs », les exilés qui ont fui la révolution bolchevique de 1917, pour être transféré aux autorités russes actuelles.Ne pas s'aliéner PoutineCe marché avait été conclu de façon pour le moins original. Benyamin Netanyahou avait ainsi remercié Vladimir Poutine pour avoir gracié une jeune Israélienne condamnée à sept ans et demi de prison alors qu'elle faisait une escale à Moscou avec 10 grammes de hachich dans ses bagages.Cette peine jugée totalement disproportionnée avait provoqué une vague d'indignation en Israël. Finalement, Benyamin Netanyahou avait convaincu au début de 2020 Vladimir Poutine d'accorder pour la première fois une grâce à un condamné de droit commun étranger. Toujours à l'affût d'un bon coup médiatique, le Premier ministre israélien avait ensuite ramené triomphalement devant les caméras la jeune femme dans son avion à l'issue d'une visite à Moscou. En échange, il s'était engagé à transférer à Moscou la propriété sur l'ensemble d'un bâtiment, qui comprend l'église Alexandre Nevski ainsi que la cathédrale dite de la Sainte-Trinité.À LIRE AUSSI : Russie, Syrie, juifs ukrainiens… Le jeu dangereux d'Israël en UkraineMais les « Russes blancs » ont fait appel. Un tribunal israélien a estimé que seul le gouvernement était habilité à trancher cette question et non pas un simple organe administratif tel que le cadastre. Résultat : la décision est désormais entièrement dans les mains du nouveau Premier ministre Naftali Bennett qui se serait bien passé d'un tel casse-tête. Histoire de gagner du temps, il a nommé une commission ministérielle pour examiner le dossier, mais celle-ci ne s'est toujours pas réunie.Naftali Bennett se retrouve

un délicat exercice d'équilibre entre la Russie et l'Ukraine. Le Premier ministre israélien ne veut pas se mettre dos Vladimir Poutine qui pourrait, à titre de représailles, entraver sérieusement la liberté d'action de l'aviation israélienne en Syrie contre l'Iran et ses alliés, comme le Hezbollah. Jusqu'à présent, les militaires russes présents en force en Syrie se sont abstenus d'intervenir contre les centaines d'opérations menées par l'État hébreu.Israël pris entre deux feuxCéder à la demande du président russe ne manquerait pas non plus d'irriter au plus haut point les États-Unis et les Européens. Israël est déjà critiqué pour son refus d'imposer des sanctions à la Russie. « Faire un cadeau aussi symbolique à Poutine dans ce contexte serait très mal perçu par nos amis et alliés occidentaux » reconnaît un diplomate israélien.À LIRE AUSSI : Elie Barnavi : "Israël doit cesser de trembler devant Poutine"Dans l'autre camp, les Russes commencent à perdre patience. Le sort de l'église est devenu un test pour eux. Vladimir Poutine a envoyé une lettre comminatoire à Naftali Bennett. Sergueï Stepachine, chargé de la gestion des propriétés russes au Moyen-Orient et proche du président, a haussé le ton en accusant le Premier ministre israélien de refuser de trancher et de « jouer au ping-pong », autrement dit de mener la Russie en bateau.Tout aussi remonté, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a enfoncé le clou en soulignant que le transfert de propriété de l'église est considéré par Moscou comme « une question cruciale très haut placée dans l'agenda des relations entre nos deux pays ». Un avertissement sans frais pour le moment.

© EyePress via AFP

Naftali Bennett se retrouve désormais confronté à un cruel dilemme. Il pratique depuis le début de la guerre un délicat exercice d'équilibre entre la Russie et l'Ukraine.

AUTRES ARTICLES RECOMMANDÉS

RFI

Le Japon durcit le ton face à la Russie et l'accuse d'avoir annexé

© 2022 Microsoft

120

Le Figaro

Émeutes violentes, manifestations contre un mouvement anti-islam... Que se passe-t-il en Suède ?

153

BFMTV

Le Turkménistan, une dictature officiellement sans Covid où les morts s'accumulent

Selon la version officielle, le coronavirus n'a jamais pénétré le territoire de ce pays d'Asie centrale. Pourtant, plusieurs activistes...

81

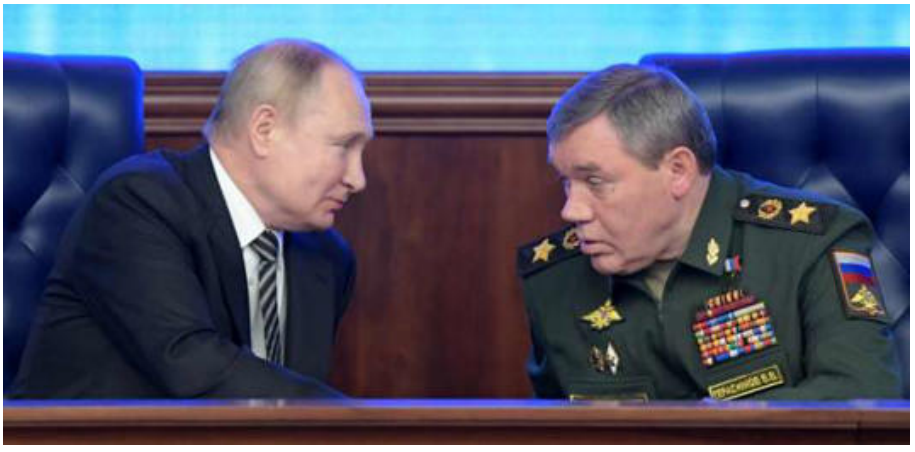
L'OBS L'Obs Suivre Afficher le profil

Ce que « dénazification » veut dire

Julia Christ (philosophe) - Il y a 11 h

Réagir 22 commentaires 66

Lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie un mot est tombé – « dénazification » – qui a précipité le conflit au cœur de la politique européenne. C'est par ce mot que Poutine croyait pouvoir justifier sa guerre d'agression ; et c'est par lui que le signifiant juif y est devenu central. Si l'indécence de la prétention russe à puiser dans cette référence une justification à son agression de l'Ukraine ne fait aucun doute, a-t-on bien analysé les effets de son introduction sur l'ensemble de l'espace où se déroule cette guerre ?



© Copyright 2022, L'Obs
Ce que « dénazification » veut dire

Sans aucun doute, pour l'Occident, le terme « nazi » est devenu ce qui désigne le mal absolu : cette partie qui, dans un conflit, veut exterminer la partie adverse pour des raisons ethniques ou raciales. Aussi, en parlant de « dénazification », Poutine voulait-il faire entendre à l'Europe qu'il menait une guerre « humanitaire », visant à empêcher un « génocide », en l'occurrence celui des russophones dans l'Est du pays. Guerre que l'Europe ne pourrait dès lors pas vraiment condamner.

« Avec Poutine, le nazisme et la Solution Finale sont devenus des avatars dans un monde virtuel », par Eva Illouz

La portée du stratagème

Était-ce un stratagème absurde ? Que Poutine se soit attendu à une hésitation de l'Europe, eu égard à la politique ukrainienne menée à l'encontre de la minorité russe depuis 2019, n'est pas si étrange. À une époque où l'Union européenne est en conflit constant avec certains de ses États membres comme la Pologne et la Hongrie, précisément à cause de leurs politiques jugées trop nationalistes qui enfreignent effectivement les valeurs de l'Europe en termes de libertés publiques et de protections des minorités, il voulait y croire. Mais cette hésitation n'a pas eu lieu. L'Union européenne a répondu d'une seule voix face à l'agression russe sans se laisser entraîner un instant dans des débats sur les orientations de la politique intérieure du pays envahi. Pour une fois, elle a surmonté ses tensions internes. Beaucoup y virent la preuve que l'Europe trouvait enfin une identité consistante, ce supplément d'âme à une Union dont l'intégration passe actuellement davantage par le marché que par une politique réfléchie et voulue.

Continuer la lecture

Retour à l'accueil

AUTRES ARTICLES RECOMMANDÉS

RFI

Le Japon durcit le ton face à la Russie et l'accuse d'avoir annexé illégalement les Kouriles

120

© 2022 Microsoft Confidentialité et cookies Conditions d'utilisation Annonceurs Commentaires

Le Figaro

Émeutes violentes, manifestations contre un mouvement anti-islam... Que se passe-t-il en Suède ?

153

Le Turkménistan, une dictature officiellement sans Covid où les morts s'accumulent

Selon la version officielle, le coronavirus n'a jamais pénétré le territoire de ce pays d'Asie centrale. Pourtant, plusieurs activistes...

81

© 2022 Microsoft